

INTERVIEW DE AZIZ JELLAB



Professeur des universités à Lille 3, sociologue et auteur de *Sociologie du lycée professionnel* (Presses universitaires du Mirail, 2009)

Le baccalauréat professionnel se fait maintenant en 3 ans. Ce changement permettra-t-il de revaloriser cette filière ?

On peut penser que ce changement répare une injustice par rapport aux autres élèves scolarisés dans le lycée général et technologique. Mais je ne suis pas sûr que l'image du lycée professionnel (LP) sera plus valorisée. Aujourd'hui, la plupart des élèves des LP ont connu des difficultés scolaires au collège et l'orientation vers la voie professionnelle s'effectue le plus souvent par défaut ; elle repose davantage sur des critères scolaires que sur un vrai projet professionnel. Quand on étudie les critères intervenant dans le choix des élèves, on se rend compte que l'influence du groupe, du milieu social est très forte. Le LP continue à accueillir essentiellement des jeunes de milieux populaires. Il reste que pour une partie des élèves, le lycée professionnel est choisi parce qu'ils visent à entrer plus rapidement dans la vie active. La revalorisation de la voie professionnelle est un travail de longue haleine et implique que l'on agisse sur différentes dimensions, comme par exemple la relation entre le LP et les entreprises, sur la reconnaissance du travail des professeurs, sur les manières dont on prépare l'orientation et la transition collège/LP, etc. J'observe, par exemple, que le nombre de conseillers d'orientation est en forte diminution depuis plusieurs

années, alors que les besoins en matière d'accompagnement des élèves sont importants.

Le projet de réforme du lycée propose un rapprochement avec le monde de l'entreprise. Le fonctionnement du lycée professionnel pourrait-il servir de modèle ?

Dans les filières technologiques de lycée, il y a déjà une initiation au monde de l'entreprise. Mais cette relation est hétérogène selon la spécialité (secrétariat, mécanique...). Par ailleurs, le plus souvent, la thématique du rapprochement école-entreprise est associée chez les acteurs du système scolaire aux élèves en difficulté. Ce projet n'est donc pas nouveau, mais il est difficile à mettre en œuvre tant les préjugés sont tenaces. L'expérience montre qu'il y a un écart entre les intentions et les faits. Les moyens ne sont pas à la hauteur de l'ambition. La réussite du projet de rapprocher l'école de l'entreprise implique, par exemple, que les enseignants et les personnels d'éducation et d'orientation se préoccupent du devenir professionnel de leurs élèves et singulièrement de la relation entre formation et type d'activité professionnelle exercée. Comme l'école en France a été pensée comme un sanctuaire isolé de l'environnement socio-économique, toute ouverture sur les milieux professionnels est perçue comme une menace susceptible de nuire à la qualité d'un enseignement élitiste et « désintéressé ».

été reporté », raconte Isabelle, une maman d'élève de seconde. Toutefois, même si cette idée est bonne, elle soulève le problème de la motivation des jeunes en difficulté. « Je crains que seuls les lycéens déjà motivés et travailleurs viennent. Je préférerais que le soutien soit proposé à un autre moment », déclare Martin, proviseur adjoint d'un lycée polyvalent. Et il ajoute : « Au-delà du débat sur le moment adéquat, les stages de langue soulèvent une question plus profonde : l'échec de l'apprentissage. C'est finalement avouer à demi-mot que la méthode, les programmes et l'enseignement tels qu'ils sont faits ne permettent pas d'acquérir l'anglais. »

Pour un soutien scolaire plus encadré

Ministère, syndicats et parents s'accordent pour généraliser la réussite scolaire. À ce jour, on constate que l'échec scolaire touche en majorité les élèves issus des milieux les plus défavorisés : près de 15 % des élèves sont obligés de redoubler la classe de seconde (source : *Le Bulletin Officiel de la société des agrégés de l'université* n° 437). En effet, les jeunes qui peuvent se le permettre ont très souvent recours à des cours particuliers payants, dispensés en dehors de l'école. Envisagé dès la première version de la réforme et repris dans les propositions de Richard Descoings, le soutien scolaire permettrait de lutter contre le déterminisme social et d'offrir à tous les mêmes chances de réussite. Dans l'immédiat, les aménagements se mettent doucement en place dans certains établissements, en fonction des académies. Celle de Montpellier propose, par exemple, une permanence d'aide aux devoirs assurée par des enseignants de la classe : un élève pourrait s'y rendre pour se faire expliquer un exercice de maths. Les idées ne manquent pas et pour cause, le sujet ne date pas d'hier. Depuis 1999, le dispositif de l'aide individualisée est proposé en petits groupes de huit élèves en grande difficulté ; d'une durée de deux heures, il ne porte que sur deux matières, le français et les mathématiques.

Offrir un accompagnement aux élèves devrait permettre de limiter le nombre des redoublements. Ceux-ci coûtent cher à l'État et leur efficacité est souvent contestée. Il faut pourtant les apprécier au cas par cas. « J'ai redoublé ma